Early Journal Content on JSTOR, Free to Anyone in the World

This article is one of nearly 500,000 scholarly works digitized and made freely available to everyone in the world by JSTOR.

Known as the Early Journal Content, this set of works include research articles, news, letters, and other writings published in more than 200 of the oldest leading academic journals. The works date from the mid-seventeenth to the early twentieth centuries.

We encourage people to read and share the Early Journal Content openly and to tell others that this resource exists. People may post this content online or redistribute in any way for non-commercial purposes.

Read more about Early Journal Content at http://about.jstor.org/participate-jstor/individuals/early-journal-content.

JSTOR is a digital library of academic journals, books, and primary source objects. JSTOR helps people discover, use, and build upon a wide range of content through a powerful research and teaching platform, and preserves this content for future generations. JSTOR is part of ITHAKA, a not-for-profit organization that also includes Ithaka S+R and Portico. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

L'ECOLE PRIMAIRE EN FRANCE EN 1910.

PAR PAUL SABATIER.

Si l'éminent Editeur de la North American Review m'a demandé une étude sur nos écoles primaires, c'est qu'il désire, j'imagine, non pas des données statistiques sur le nombre des écoles, des élèves, des instituteurs ni même des indications sur les programmes, sur le recrutement du personnel enseignant, sur les locaux scolaires, sur les lois qui régissent notre éducation nationale élémentaire,—renseignements extérieurs et matériels en quelque sorte, fournis avec une parfaite exactitude par les expositions internationales,—il désire un aperçu de la situation intellectuelle et morale de nos écoles, une sorte d'examen de conscience, dans lequel un Français indépendant se demandera où en est l'instruction primaire de son pays à l'heure actuelle et vers quel avenir elle s'oriente. C'est là, du moins, ce que je vais m'efforcer de donner. S'il a songé à me proposer ce sujet, cela vient aussi, sans doute, du retentissement qu'ont eu à l'étranger les très vives critiques dirigées contre l'école laïque de France par le S. Siège et une partie de la presse catholique romaine.*

* Cest très intentionnellement que je m'exprime ainsi, car, si l'on veut être juste et exact, il faut bien se garder de confondre soit le gouvernement de l'Eglise, soit la presse cléricale avec la masse des catholiques. Nous faisons la distinction entre nation et gouvernement, quand il s'agit des peuples: il faut apprendre à la faire en ce qui concerne les églises. Vers la fin de septembre, 1909, les agences télégraphiques répandaient la nouvelle d'une "Lettre pastorale collective des cardinaux, archevêques et évêques de France" contre l'école laïque. Je puis affirmer de la façon la plus catégorique que ce document, daté du 14 Septembre, 1909, est bien loin d'être l'œuvre libre et vraie de ceux dont il porte la signature. L'idée même en avait été suggérée un an auparavant, à Rome. Les efforts tentés pour la faire rédiger par l'épiscopat français ayant échoué, le S. Siège se décida à faire lui-même ce travail et ne fit appel aux lumières des prélats français que pour des détails et la forme extérieure du document. Quand il fut publié, plusieurs évêques, dont la signature avait été apposée d'office, ne connaissaient même pas sa teneur exacte. Le but évident de cette offensive inattendue était de frapper vivement l'opinion publique à la veille des élections législatives. Le résultat fut celui qu'on méritait: le dédain devant ces tentatives, et la déroute des candidats adversaires de l'école laïque.

Nos écoles primaires publiques, les écoles laïques comme on les appelle d'ordinaire, sont très mal connues: d'abord, parce qu'en France même elles ont des adversaires résolus, qui ne sont qu'une très petite fraction de la nation, mais qui disposent de puissants moyens d'action; puis, parce que les étrangers qui les visitent sont naturellement disposés à les comparer à l'école primaire de leur propre pays. Or, cette comparaison involontaire, fatale peut-être, est une erreur de méthode. L'enseignement primaire a chez nous sa physionomie propre, comme dans chaque pays. A certains égards il est peut-être inférieur; à d'autres il est certainement supérieur. Cette étude aura pour but de préciser, si possible, son originalité, d'indiquer comment l'instituteur, en particulier, comprend sa mission. S'il fallait, dès maintenant, noter une différence intime entre l'école française et celle des nations les plus évoluées, on pourrait dire que la nôtre vise moins à instruire qu'à éveiller. Nos écoliers sont moins munis de connaissances pratiques, leur mémoire est moins meublée, leur main moins exercée; mais leur intelligence est plus désireuse de poursuivre son travail et ses efforts. La grande préoccupation du maître n'est pas, comme en Allemagne, de préparer chaque enfant à devenir un rouage bien discipliné d'un grand Empire, elle est de l'aider à donner sa note personnelle, à déployer ses énergies propres. On lui inculque surtout des idées; on fait sans doute effort pour se rappeler que demain il sera commerçant, ouvrier ou agriculteur, mais le but que l'on se propose n'est pas tant de le préparer à avoir une situation prospère, matériellement indépendante, elle est de faire de lui une individualité capable d'initiative, ne fuyant pas les responsabilités, dirigeant sa vie, capable de lutter contre ses propres instincts, considérant l'abdication du citoyen devant la force matérielle comme la honte suprême. Et ce n'est pas là quelque chose de voulu ou de cherché; c'est le résultat des circonstances, des mœurs, d'une longue évolution historique.

Il n'y a pas de question sur laquelle les Français soient en plus vif désaccord que sur la question de l'école: le Français clérical veut que l'école soit en quelque sorte le porche de l'Eglise; le Français anticlérical veut que l'école prépare l'enfant à l'exercice indépendant de sa pensée: mais, comme on le voit, les deux adversaires s'accordent sur l'essentiel, ont des préoccupations au

fond identiques. L'école, orientée vers la conquête du pain ou du bien être, ne les satisferait pas plus l'un que l'autre.

Est-ce un bien? Est-ce un mal? C'est un fait, qu'il faut constater et ne jamais perdre de vue. Il montre pourquoi la France dans son puissant effort scolaire ne peut pas songer à aller chercher des exemples ou des conseils à l'étranger, et pourquoi aussi elle comprend si mal les crises scolaires de l'étranger.

L'école laïque, corps et âme, date, comme tant d'autres choses en France de 1870. Les régimes antérieurs avaient eu des écoles; mais, jamais, comme en 1871, un irrésistible courant ne s'était formé, d'un bout à l'autre du pays, en faveur de l'éducation publique. Battu sur les champs de batailles, obéré par une formidable contribution de guerre, le pays se recueillait, séchait ses larmes, regardait ses frontières et pensait peut-être encore plus à l'effort intime qu'il devait faire pour reconquérir son rang moral.

La France, qu'on croyait blessée à mort, faisait déjà un rêve sublime, celui de mettre à profit les leçons de sa défaite.*

Elle se tourna vers ses conducteurs spirituels, elle envahit les cathédrales, se porta vers les sanctuaires anciens, en improvisa de nouveaux; partout, ou à peu près, elle rencontra des prêtres désireux de la secourir, prêts à organiser des messes de *requiem* pour les soldats morts au champ d'honneur; mais ces excellents prêtres croyaient guérir toutes les blessures de la patrie, en racontant des apparitions de la Vierge, ou du Sacré Cœur, et ne comprenaient pas qu'on attendît d'eux autre chose encore: le viatique nouveau d'une étape nouvelle.

A ce peuple, qui aurait eu besoin d'un nouveau Moïse pour être conduit vers un nouveau Sinaï, on recommandait quelques dévotions mécaniques, sans contact avec son cœur et son intelligence. A ce peuple crucifié, qui aurait eu besoin d'un nouveau Christ pour lui parler de résurrection et le conduire vers la montagne de l'Ascension, on prêchait la guerre contre l'Italie pour aller restaurer le pouvoir temporel, on conseillait un pélerinage

* Si l'on veut se faire une idée un peu exacte des sacrifices que la France s'est imposée au lendemain de ses déroutes pour la réorganisation de l'enseignement primaire, il faut étudier les débats parlementaires. On trouvera tous les documents principaux pour la période 1870-1882 dans le magnifique Dictionnaire de Pédagogie publié sous la direction de F. Buisson. Paris, 4 vol. in 8o, 1882-1887.

à Montmartre, à Paray-le-Monial, à Lourdes ou à la Salette. Ce fut une déroute pour l'Eglise. Elle ne comprenait pas plus le langage de ses enfants, que ses enfants le sien.

Cette incapacité du catholicisme à se mettre à la hauteur de sa mission, cette abdication tacite de son empire sur l'âme du pays avait été précédée d'une autre expérience, sur laquelle les historiens contemporains n'ont guère insisté, et qui constitue pourtant un des grands courants d'influence intellectuelle qui ont façonné la conscience de la France actuelle.

Avant 1870, l'élite du pays avait été élevée dans une sorte d'admiration de l'Allemagne. Dans les universités, les professeurs parlaient de la science allemande sur un ton de respect qui auréolait tout ce qui arrivait d'au delà du Rhin. Beaucoup d'esprits distingués se rapprochaient du protestantisme, cherchaient à le propager, parce qu'il leur paraissait comme la cause efficiente de la prospérité intellectuelle et morale du peuple allemand. La guerre arriva, et s'il y eut en France quelques insensés pour la présenter comme une sorte de duel entre les deux civilisations catholique et protestante, des voix allemandes qui, elles, étaient autorisées, la présentèrent comme une croisade sainte. On vit, jour après jour, l'empereur lui-même et ses collaborateurs, qui avaient sans cesse le nom de Dieu à la bouche, écraser une nation au nom du droit du plus fort. Chacun des bulletins de victoire de Guillaume Ier remerciant le Dieu des armées, n'était pas seulement une goutte de plus au calice du vaincu, c'était un scandale qui blessait sa conscience. La religion allemande apparaissait comme une utilisation blasphématoire de Dieu et de son Christ.

Telle était la situation morale de la France au lendemain de la guerre: son Eglise n'était pas capable de lui venir en aide; quant au protestantisme, elle avait en quelques mois perdu ses illusions sur lui.

Voilà comment et pourquoi, du jour au lendemain, tout notre peuple se tourna vers l'école, l'acclama, et lui demanda de répondre à des préoccupations auxquelles l'école ne répond dans aucun autre pays.

Ce ne sont ni les volontés du législateur, ni les efforts des instituteurs, ni mêmes les habiles manœuvres de quelque secte qui donnent à l'école en France une mission nouvelle, c'est la force même des choses.

L'âme de notre école est le résultat des désastres de 1870 et tous les efforts pour revenir à la notion de l'instituteur telle qu'elle était auparavant ont échoué.

Notre instituteur n'est pas seulement un instructeur. L'administration est naturellement portée à voir en lui surtout un mandataire de l'Etat, pour ne pas dire du ministère; mais lui se sent une tout autre mission: il aspire à être le porte-voix de la petite patrie, la France, et de la grande patrie, l'humanité. Dans certains salons et dans beaucoup de sacristies on sourit devant ces prétentions, on plaisante volontiers les visées des philosophes de village. Peut-être serait-il plus élégant encore de voir que le simple désir d'aspirer à jouer ce rôle idéal est dejà un commencement de réalisation. Le peuple de son côté veut sans doute que ses enfants apprennent à lire, à écrire, à compter, mais il veut surtout qu'on les prépare au rôle de citoyens et d'hommes.

Comprend-on maintenant pourquoi au moment où la France paraissait appauvrie et même ruinée pour longtemps, elle trouva d'inépuisables ressources pour bâtir des écoles? On a souvent répété la phrase de ce chroniqueur du Moyen âge qui dit qu'au XIII siècle la France s'émailla d'innombrables églises, comme une prairie qui au printemps s'émaille de fleurs. Un élan analogue s'est manifesté depuis 1873 pour la construction des écoles. C'est, à bien des siècles de distance, la même cause se manifestant par des réalisations un peu différentes. Ceux qui aujourd'hui bâtissent les écoles sont les très légitimes fils de ceux qui bâtirent les cathédrales. La France est restée fidèle à elle-même et ce sont seulement des gens de courte vue qui peuvent voir une antithèse entre la cathédrale d'hier et l'école d'anjourd'hui. Malheureusement l'administration de l'Eglise fit tout de suite cette opposition.

Tout de suite et par tous les moyens, elle s'efforça d'empêcher le vote des lois consacrant la gratuité, la laïcité et l'obligation. C'est au S. Siège, à une minorité d'évêques batailleurs, et surtout à une certaine presse, qui se prétend catholique et qui n'est que violement, éperdûment, anti-républicaine, que remonte la responsabilité. On crut habile dans ces milieux d'organiser la guerre à outrance contre l'école, on l'attaqua d'abord au parlement, ce qui était légitime; mais, comme ces efforts furent sans résultat, après la lutte contre les projets de loi, on essaya d'empêcher l'application des lois; enfin on passa à la lutte contre les personnes:

dans certains villages les instituteurs furent boycottés, de venimeuses campagnes de presse ourdies contre les institutrices. Il y eut des contrées où l'institutrice n'arrivait pas à trouver un boulanger qui consentît à lui vendre du pain; d'autres, en arrivant prendre possession de leur poste, voyaient le seuil de l'école obstrué d'immondices. Plus ces malheureuses étaient pieuses, exactes à remplir tous leurs devoirs religieux, plus la guerre contre elles était impitoyable, car elles risquaient de faire crouler toute l'argumentation cléricale et de prouver aux plus obtus que le gouvernement ne propageait pas l'anti-religion d'Etat. On ne saurait s'imaginer les moyens par lesquels on essaya alors d'intimider, d'affoler, de salir des jeunes filles sans défense, perdues au milieu d'une population fanatisée. Et tout cela était fait à l'instigation de meneurs, qui se proclamaient les défenseurs de l'Eglise, les champions de Dieu!

On conçoit les blessures profondes faites par de tels actes. Si, aujourd'hui que l'école laïque est victorieuse, il y a çà et là des actes de représailles, nous avons le devoir de les déplorer, et de tout faire pour les empêcher. Mais on ne doit pas les juger, sans tenir compte de ce qui précède. Ceux qui parlaient au nom de l'Eglise Romaine propagèrent alors de détestables mœurs politiques. Ils échouèrent, mais on les combat quelquefois avec les tristes armes dont ils avaient enseigné l'usage. Puisse du moins cette leçon leur servir!

Il y avait sans doute dans l'Eglise beaucoup d'esprits droits et clairvoyants qui condamnaient ces procédés, mais leur voix n'arrivait pas à dominer le tumulte de l'hétéroclite armée qui se jetait à l'assaut du pouvoir, unie sur un seul point, la haine des institutions nouvelles que la France s'était données. Cette armée avait déclaré la guerre, sans même songer à la possibilité d'un insuccès; sans se rendre compte qu'en cas d'échec, la défaite de ceux qui, sans pudeur et sans prudence, se donnaient pour les soldats de Dieu, devrait paraître la défaite de Dieu lui-même.

D'ailleurs, les adversaires de l'école laïque, en escomptant la victoire, n'étaient pas complètement fous. Certains succès étaient de nature à les enhardir. Ils étaient déjà arrivés à conquérir une influence prépondérante dans certaines grandes écoles qui sont comme la pépinière intellectuelle et administrative du pays. Dans l'armée, dans la magistrature, dans la haute industrie, ils avaient habilement crée des courants où il était de bon ton de dénigrer

la démocratie, de s'organiser pour le jour où on aurait renversé la République.

De plus, vers 1890, une partie de la bourgeoisie française était désemparée, hésitante; elle ne comprenait guère que le gouvernement pût avoir d'autre préoccupation que celle de maintenir l'ordre et de lui donner les moyens de jouir tranquillement.

Mais le peuple veillait. En face de ceux qui prêchaient la réaction, comme en face de ceux qui réclamaient un arrêt, lui, sentait, confus et impérieux, le besoin de poursuivre la marche en avant. Et comme alors le paysan et l'ouvrier trouvèrent, presque partout, dans la personne de l'instituteur un confident sympathique et un ami, le prestige et l'autorité morale du maître d'école s'affirma de plus en plus. Naturellement le paysan qui prenait plus souvent le chemin conduisant chez le maître d'école, oubliait peu à peu celui de la cure ou du château.

Si je me suis bien expliqué le lecteur doit comprendre combien l'école laïque française est quelque chose de complexe et d'original. Il y a des règlements qui en déterminent le caractère officiel; mais ni ces définitions, ni celles que nous pourrions formuler, ne sauraient donner une idée vraie de ce qu'elle est, si on perd de vue les circonstances dans lesquelles elle est née, sur lesquelles elle s'est façonnée. Ses amis, aussi bien que ses adversaires, commettent souvent l'erreur de vouloir trop préciser: on ne dissèque pas un corps vivant; on ne peut pas définir complètement une institution d'un caractère nouveau, création de tout un peuple, formée à son image et à sa ressemblance, où il prend conscience de lui-même et dans laquelle il tâche de se surpasser lui-même.

L'école laïque française a déjà évolué beaucoup, elle continuera; elle doit continuer. Elle est maintenant victorieuse de ses ennemis du dehors, et désormais ses efforts peuvent tendre à se fortifier et à comprendre toujours avec plus de délicatesse ce que le pays attend d'elle.

L'examen du programme scolaire ne donne pas plus l'idée de nos écoles qu'un schéma kilométrique de la voie ferrée ne nous ferait soupçonner ce que peut être un voyage en Palestine. C'est l'âme qu'on met dans ces formes qui importe. L'instituteur devient de plus en plus un éducateur. On l'accuse de se substituer peu à peu au curé, au pasteur, et au rabbin. Mais est-ce sa faute, si le peuple attend chaque jour de lui un secours intellectuel et

moral plus énergique? Est-ce sa faute, si les quatre cinquièmes des Français aujourd'hui se sont détachés de toute église, non par incrédulité, mais par foi, non par manque d'idéal, mais parce que l'idéal que leur offrait leur église leur paraît puéril, n'a pas de prise sur leur cœur et leur conscience?

Les plaintes trop vives du clergé ne sont-elles pas un aveu de faiblesse . . . d'incrédulité, puisque le prêtre a à son service tous les moyens d'action de l'instituteur et beaucoup d'autres en plus? N'a-t-il pas par la tradition, le célibat, les cérémonies, un prestige incomparable? N'a-t-il pas les sacrements, ces sources divines où il peut puiser pour lui et ses catéchumènes une force ineffable? Au fidèle ayant la foi, la foi robuste et sincère, la guerre du prêtre contre l'instituteur devrait apparaître comme un non sens et une lâcheté.

Les adversaires de l'école laïque disent: "Le rôle de l'instituteur est très différent de celui du prêtre. Les organisateurs de l'enseignement laïque avaient solennellement déclaré que le terme de laïque était synonyme de *neutre entre les diverses dénominations religieuses* et de *non-confessionnel.*" C'est parfaitement exact. Et on peut dire qu'avec une réelle bonne volonté, notre enseignement primaire s'est efforcé de ne pas empiéter sur le terrain religieux; mais, très vite, la masse des enfants, vivant en dehors de toute formation religieuse, a été amenée à attendre du maître la nourriture spirituelle qui ne lui était pas fournie ailleurs.

S'imagine-t-on que l'instituteur puisse leur répondre: "Je n'ai pas qualité pour vous apprendre autre chose qu'à lire, écrire et compter?"

L'instituteur français a été ainsi amené, malgré lui, il faut le répéter, à avoir un rôle de direction idéale qu'il n'a dans aucun autre pays.

Y réussit-il parfaitement?

La perfection n'est pas de ce monde. En tout cas il siérait à l'Eglise Romaine de ne pas se montrer trop sévère et de penser, quand elle veut juger, aux résultats qu'elle obtient dans les pays où elle est maîtresse absolue de l'enseignement.

En quarante ans, l'école laïque a conquis sur notre pays une influence incomparablement plus profonde que celle du clergé, du gouvernement ou de la presse; c'est elle qui peu à peu tend à

constituer une opinion publique réelle, réfléchie et qui ne se laisse émouvoir ni par les troubles nerveux d'une capitale comme Paris, ni par les coups de tête d'un gouvernement.

Là est la force de l'école laïque, ce qui fait que ses bâtiments fleuris, ouverts, aérés, ne sont dans nos plus petits hameaux qu'un symbole bien imparfait de l'empire qu'elle a pris sur l'âme française. Sans fracas, presque sans s'en apercevoir, elle crée une mentalité nouvelle.

Qui ne voit, par exemple, que c'est à elle qu'est due la stabilité politique du pays, alors qu'au XIX siècle aucun des gouvernements n'avait pu vivre plus de vingt ans?

Mais il y a une question plus intime et plus troublante encore pour laquelle l'école laïque nous a montré la voie à suivre. Je veux parler de la question d'Alsace. Depuis quarante ans, la France a dû céder une partie de son territoire; et, après ce long espace de temps, les deux provinces annexées à l'Empire allemand protestent avec autant de fermeté que le premier jour contre la violence qui leur a éte faite. La France, elle non plus, n'a pas oublié; elle attend. Elle n'attend pas l'occasion de se venger de l'Allemagne. La revanche n'est pas populaire du tout. On ne veut pas céder aux mouvements irréfléchis; et ce n'est pas par peur d'une guerre dont l'issue serait aléatoire, c'est parce qu'on sent le devoir de préparer l'avènement d'un nouveau droit des gens. Si quelque miracle pouvait nous rendre les provinces perdues, écraser l'Allemagne, sans qu'une goutée de sang français fût versé, nous n'en voudrions pas, parce que, ce que nous voulons, c'est que les conflits internationaux en arrivent à se solutionner par des voies nouvelles; c'est que, si la liberté de l'Alsace nous tient à cœur, la dignité de l'Allemagne ne nous est pas indifférente; nous voulons serrer sa main dans notre main, loyalement et sans arrière-pensée.

Il y a tout un département de l'activité humaine pour lequel l'école laïque s'achemine vers des horizons encore plus nouveaux: cléricalisme et anti-cléricalisme, religion et anti-religion, foi et incrédulité, soumission au dogme et rationalisme absolu paraissent à beaucoup d'hommes comme deux camps absolument séparés. Et presque tout le monde croit que l'école laïque organise avec une sorte de frénésie le camp de l'anti-cléricalisme.

L'erreur est excusable, puisque l'Eglise avait déclaré la guerre

à l'école, et que si l'école en masse n'a jamais accepté ce défi, il y a eu cependant des cas où elle a rendu coup de dent pour coup de griffe.

Plus souvent, pourtant, l'école a cherché une *via media,* où on agissait selon l'occasion, l'opportunité, les directions des chefs, sans norme et sans esprit de suite.

Je ne crois pas me tromper en espérant que l'école est en train de tracer une voie nouvelle qui n'est ni avec le cléricalisme, ni avec l'anti-cléricalisme, ni même à égale distance de ces deux extrêmes. Je veux parler de la voie scientifique. Un exemple concret fera comprendre ma pensée.

Voici la Bible. Pour l'Eglise, elle est la révélation; pour les adversaires de l'Eglise, c'est un recueil sans relation avec la vie moderne et dans beaucoup de ses parties d'une valeur morale très discutable. L'homme du juste milieu vient et déclare qu'il est bien simple de faire une anthologie des beaux morceaux de la Bible et de laisser tomber le reste.

Or l'école paraît s'orienter vers une solution toute différente. Elle remettra la Bible à sa *place dans l'histoire de la pensée humaine.* Aussitôt celle-ci redeviendra un livre vivant, celui dans lequel notre civilisation a pendant de longs siècles inscrit les étapes de son pélerinage vers l'idéal.

La Bible sera ainsi reconquise. Et ceux qui auront compris cet enseignement seront à tout jamais préservés de l'idolâtrie de certains croyants, adorant le livre comme une sorte de talisman, et de l'insupportable suffisance de certains pontifes du rationalisme, incapables de rien comprendre au mystérieux travail de la nature, au sentiment, à la vie.

C'est ainsi que l'histoire scientifique débarrassera l'école des métaphysiques et des anti-métaphysiques. Formuler *la* vraie religion restera l'affaire des églises; la sienne sera d'étudier *les* religions, de les montrer comme les pages les plus tragiques de l'ascension de l'humanité vers la vérité et vers la liberté. En apprenant à s'intéresser aux pensées, aux progrès de civilisations dont nous sommes séparés par de longs siècles, nos écoliers apprendront à respecter et à aimer ceux qui sont le plus loin de nous. En voyant la lenteur et les souffrances à travers lesquelles l'humanité a fait quelques-unes de ses conquêtes les plus élémentaires, ils apprendront la loi du travail, et trouveront même des indications utiles pour devenir à leur tour les collaborateurs

de l'œuvre qu'ils n'ont pas inaugurée, qu'ils n'achèveront pas, mais à laquelle ils peuvent concourir efficacement.*

Sans doute l'histoire des religions ne peut pas s'enseigner en détail à l'école primaire, mais quand les maîtres, dans les écoles normales, auront pris une idée générale, un peu exacte, du long labeur de l'humanité, tout leur enseignement profitera de cette vue si conforme à la réalité et pourtant si élevée et si généreuse.†

Quelques personnes trouveront peut-être que les vues de cet article ne s'accordent guère avec certains faits dont on a fait grand bruit à l'étranger. On a beaucoup parlé, par exemple, de certains manuels scolaires, où, dans des morceaux choisis, le nom de Dieu avait été éliminé et remplacé souvent d'une façon burlesque.

Le fait est matériellement exact. Il n'est pourtant pas vrai. Voici comment. En France, chacun peut faire imprimer un ouvrage qu'il intitulera, si cela lui plaît, "Manuel de morale scolaire." Dans les articles où il était question de ces manuels, on suggérait au lecteur l'idée qu'ils étaient d'un usage courant et pour ainsi dire normal. Or la vérité, c'est qu'ils n'ont pas eu le moindre succès.

Quelques excentricités maladives et isolées ne sauraient compromettre l'école. Un fait qui montre bien que ce n'est pas un esprit d'anti-religion vulgaire qu'on propage dans nos écoles c'est qu'un des journaux les plus répandus parmi les instituteurs, "Le Manuel général de l'Instruction publique," dirigé par F.

* Ces vues sont celles qui inspirent toute la politique de M. Briand. Sa sérénité, sa courtoisie à l'égard du parti clérical ont fait croire à quelques personnes qu'il donnait un coup de barre à droite. C'est bien mal comprendre la situation. Un gouvernement, qui a derrière lui toutes les énergies vitales du pays, se grandit encore en se montrant impassible ou magnanime devant une minorité aux abois. On a souvent dépeint on Amérique M. Briand comme un persécuteur. Il vient pourtant de donner une nouvelle preuve de son parfait libéralisme. *L'Encyclique Editæ sæpe* que le S. Siège n'a pas pu publier en Allemagne, l'a été, en France, sans la moindre difficulté.

Pour en revenir à l'école laïque et à l'idée que s'en font les partis les plus avancés on devrait bien lire, en particulier, le beau discours du leader du parti socialiste, Jean Jaurès, à la Chambre des Députés (21 et 24 Janvier, 1910).

Il a été publié en tirage à part sous le titre *Pour la laïque* à la librairie de l'Humanité, 16 rue du Croissant, Paris (0.10 cent. l'exemplaire).

† Pour avoir l'idée claire de l'esprit dans lequel commence à s'orienter la question de l'enseignement de l'histoire des religions, voir les articles de M. Loisy dans la Correspondance mensuelle de l'Union pour la Vérité (1909-1910) 21 rue Visconti, Paris.

Buisson—un des fondateurs et l'organisateur infatigable de l'école laïque en France—a pour rédacteur de la partie morale, Charles Wagner, l'ami de M. Roosevelt, bien connu en Amérique et en Europe comme un des plus vaillants champions du progrès de la vie religieuse.

L'autre publication pédagogique la plus importante est intitulée *Le Volume:* elle est dirigée par Jules Payot, le célèbre auteur de " l'Education de la volonté " et de tant d'autres œuvres qui ont mis son nom au premier rang des moralistes contemporains.* Représenter de tels hommes comme d'impudents et haïssables sectaires n'est possible que devant des auditoires incapables de vérifier. La presse catholique mène pourtant des campagnes de ce genre, sans s'apercevoir qu'elle disqualifie la cause qu'elle croit servir.

Ces cabales n'ont pas le moindre résultat. L'œuvre de laïcisation est irrésistible, parce qu'elle n'est pas l'œuvre d'un groupe ou d'un parti. Les Jules Ferry, les Pécaut, les Steeg et ceux que je viens de nommer, sont, ou ont été, les interprètes de la conscience du pays. Leur œuvre n'a rien de factice, elle est la conséquence directe du progrès intellectuel et moral de la démocratie. Les coalitions en apparence les plus fortes ne pourront pas plus la renverser qu'elles n'ont pu arrêter la marche victorieuse des conquêtes de 1789. *Portæ inferi non prævalebunt.*

* Jules Payot est depuis quelques années l'homme le plus attaqué de France par la presse cléricale. En agissant ainsi, celle-ci n'a pas manqué de clairvoyance, et le spectacle serait beau, si ceux qui prétendent représenter Dieu étaient des lutteurs sérieux. Malheureusement, ce n'est souvent pas le cas. Les collaborateurs de la "*Correspondance de Rome,*" périodique qui s'est chargé de styler l'opinion cléricale dans le monde entier, ont des procédés de polémique qui ne font de mal qu'à celui qui les emploie. La seule manière de connaître les vues de Jules Payot sur le rôle de l'école primaire, c'est de lire son "*Cours de Morale*" où il les a exposées de la façon la plus claire. Paris, in 12, 1904.

PAUL SABATIER.